

FRÉDÉRIC LEBARON
Université Picardie Jules Verne
Centre universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie

À contre-courant Le renouveau de l'économie critique en France depuis 1995

Après le « tournant » de la rigueur en 1982-1983 en France, l'effondrement de l'Union soviétique et de ses satellites en 1989-1991, les prophéties des « nouveaux philosophes » et de tous ceux pour lesquels le socialisme était agonisant avaient semblé se réaliser complètement en seulement quelques années. Les multiples traditions liées au marxisme et plus largement au socialisme paraissaient définitivement disqualifiées et le champ intellectuel français, enfin normalisé, ne plus laisser de place à aucun discours contestataire, en particulier en matière économique et sociale¹. La critique du capitalisme était désormais particulièrement déplacée dans le contexte d'effondrement du socialisme soviétique et de conversion quasi unanime des partis sociaux-démocrates européens à l'économie de marché. La généralisation des orientations néolibérales, de droite à gauche, était telle que tout discours trop déviant, sur quelque sujet que ce soit, faisait l'objet d'une stigmatisation comme rhétorique idéologique archaïque manifestement

.....
1. Sur l'histoire du courant marxiste en France, voir Thierry Pouch, *Les économistes français et le marxisme (1950-2000)*, Rennes, PUR, 2001.

condamnée par l'Histoire. Ce processus de stigmatisation n'a pas cessé, loin s'en faut, mais il se heurte depuis le milieu des années 1990 à l'existence incontestable d'une forte production de contre-expertises économiques qui, si elles peinent à « percer le mur politico-médiatique », comme nous l'avons vu lors de la séquence électorale de 2007², n'en exercent pas moins certains effets sur l'ensemble du débat économique et social; cette production témoigne en tout cas de l'importance maintenue des luttes intellectuelles, même au sein d'un ordre capitaliste néolibéral apparemment désormais sans limites et sans opposants. Les prises de position d'un Joseph Stiglitz ont, par exemple, illustré la possibilité de mouvements intellectuels de sens opposé à ceux observés depuis les années 1970, avec la radicalisation critique d'un économiste néo-keynésien consacré par l'institution académique. Le renouveau de l'économie « tiers-mondiste » dans le contexte des Forums sociaux, incarné par des figures comme Samir Amin, Walden Bello, etc. en est une autre illustration.

En nous centrant sur la production de contre-expertises économiques, plus largement sur l'espace des discours critiques du néolibéralisme et du capitalisme, en France après 1995, nous voudrions brièvement revenir sur la question de la place des productions savantes par rapport aux organisations politiques et aux enjeux qui les traversent. Contrairement à une vision très répandue, l'univers de la contre-expertise est en effet loin d'être un secteur très fortement séparé du champ politique. C'est plutôt, au contraire, un espace différencié, traversé par des forces d'autonomie et d'hétéronomie et par de multiples enjeux liés au fonctionnement et aux logiques des organisations politiques. Plus précisément encore, on ne peut comprendre les logiques internes à cet univers sans se référer à la crise de reproduction des organisations politiques de gauche et d'extrême

.....

2. Frédéric Lebaron, « Économie: une campagne américaine », *Savoir/Agir*, 1, septembre 2007, p. 11-21.

gauche (y compris les écologistes) qui s'accroît dans les années 2000, et tout particulièrement peut-être en 2006-2007.

Comme le note Michel Husson³, on ne peut qu'être frappé par la faiblesse des ressources économiques et organisationnelles dont disposent les « experts critiques » si on les compare à celles dont disposent les institutions d'expertise (OMC, FMI, Banque mondiale, OCDE, Commission européenne, etc.) vouées à la promotion et à la défense, tous azimuts, des politiques de marché. C'est d'autant plus vrai qu'ils ne sont pas adossés à des organisations politiques très structurées et cohésives comme cela a pu être le cas par le passé, avec le mouvement communiste international, ou peut encore l'être dans d'autres pays (où, par exemple, les organisations syndicales sont beaucoup plus « puissantes » qu'en France).

Renouveau de la critique et crise de l'investissement partisan

Le renouveau de la critique économique et sociale à partir de novembre-décembre 1995 en France est indissociable d'une « re-mobilisation » collective des « experts », en particulier des économistes, qui a emprunté par rapport aux périodes précédentes des formes relativement nouvelles. Jusqu'à la fin des années 1970 au moins, les partis politiques de gauche (PS, PCF, PSU, Verts, organisations dites d'« extrême gauche » comme la LCR, LO, l'OCI ou encore les mouvements « marxistes-léninistes » de l'après 1968...) pouvaient apparaître comme des lieux d'élaboration intellectuelle, qu'elle soit idéologique, doctrinale ou programmatique, des instances de reconversion de travaux universitaires en discours plus directement tournés vers l'action et bien sûr des organes de mobilisation politique, extrêmement diversifiée dans ses manifestations,

.....
3. Michel Husson, « La voie étroite de la contre-expertise », *ContreTemps*, 19, 2007.

de multiples catégories d'intellectuels⁴, et notamment des économistes.

Ces intellectuels pouvaient aller des plus consacrés (que l'on songe au Sartre ou au Foucault mobilisés par la gauche prolétarienne après 68 pour légitimer un « marxisme-léninisme » tourné vers le soutien aux « luttes du peuple »), jusqu'aux intellectuels « prolétaroides » ou aux intellectuels d'aspiration qui peuplaient les organisations de gauche, écologistes et les différents mouvements d'extrême gauche. Il est vrai qu'au sein de celles-ci, la catégorie sociale la plus fortement surreprésentée reste, sans grand doute malgré l'absence de données très comparables et systématiques, les *enseignants*, à différents niveaux. Parmi eux, on peut penser que les enseignants du secondaire et du supérieur en économie, en sciences économiques et sociales et plus largement en sciences sociales, ont une place importante sinon prépondérante, notamment dès lors que les enjeux sont constitués comme « économiques ».

Des clubs « non partisans », des initiatives proprement universitaires pouvaient, bien sûr, exercer des fonctions d'animation politico-intellectuelle, et établir des relations spécifiques entre le champ politique et le monde savant, mais l'espace partisan structurait fortement la production de discours et de doctrines économiques, en particulier du côté de la criti-

.....
 4. Nous pensons bien sûr à la section économique du Comité central du PCF et aux revues intellectuelles qui entretenaient un lien entre le Parti et le monde universitaire, mais aussi à des entreprises de rénovation de la pensée socialiste, comme le CERES, l'ISER, les réseaux mobilisés autour de la revue *Faire !*, ou encore, à l'extrême gauche, les nombreuses revues ou journaux politico-intellectuels nés de l'après-Mai 68, comme les revues théoriques des organisations trotskistes, ou encore *Critique de l'économie politique*, des revues intellectuelles comme *Partisan*, *Politique-Hebdo...* Une histoire sociale des entreprises éditoriales situées à gauche du champ intellectuel et insérées dans l'espace politique partisan (à des degrés variables) reste largement à faire, de même qu'une histoire de l'expertise économique dans les organisations syndicales, mutualistes, etc.

que du capitalisme ou, dans les termes marxistes, la « critique de l'économie politique ». La place des économistes dans les organisations politiques et syndicales issues du socialisme marxiste mériterait à elle seule une longue analyse sociohistorique. Dans la mesure où les discours politiques socialistes (au sens large) sont théoriquement fondés, depuis Marx, sur une analyse des conditions concrètes du capitalisme contemporain et sur les phases successives de sa dynamique historique, l'économie politique a eu, depuis l'origine du mouvement socialiste, un rôle doctrinal fondamental, beaucoup plus déterminant (« en dernière instance », pourrait-on dire pour parodier Louis Althusser) que celui de la philosophie ou de l'histoire, disciplines pourtant également stratégiques et fortement investies par la référence marxiste, notamment en France. Cela s'est traduit par les liens étroits existant entre la production de doctrines ou d'analyses économiques et la conquête du pouvoir au sein des organisations, le pouvoir sur l'organisation – et partant le pouvoir externe de représenter l'organisation face aux représentants de « la bourgeoisie » – dépendant pour une part au moins de la capacité à produire un discours économique légitime dans l'espace de luttes idéologiques interne à l'organisation (fût-ce pour « dépasser » le marxisme ou proposer de « moderniser » le socialisme, vieille tradition, depuis les textes « révisionnistes » de Bernstein jusqu'à la légitimation du marché par Michel Rocard dans la deuxième moitié des années 1970).

Les dirigeants, même les plus dépourvus de culture économique, comme François Mitterrand, ne pouvaient se passer d'une analyse du capitalisme contemporain au moins en partie inspirée par des économistes dotés d'une certaine légitimité savante (Jacques Attali en fut un). Au sein des organisations « de gauche », conquérir l'oreille d'un dirigeant ou d'un aspirant à la conquête du pouvoir a aussi toujours été un enjeu pour les acteurs spécialisés dans la production d'analyses économiques et engagés dans la lutte politique. Dans ce contexte, l'évolution des organisations politiques de gauche

dans les années 1980 et 1990 en France est surtout marquée par un déclin de l'attractivité et de l'audience des débats économiques internes aux organisations, au profit d'une vaste zone de production et de diffusion externe, qui échappe de plus en plus à leur sphère d'influence. Ce déclin du *discours d'organisation* laisse place à un espace multidimensionnel, où l'autonomie à l'égard du politique et le rapport aux partis et aux organisations est un enjeu important, même s'il n'est pas immédiatement et facilement visible.

Du côté du PCF, qui a fourni la matrice d'une alliance solide de discours économiques et de pratiques politiques, l'heure de gloire de la Section économique du Comité central est située dans la première moitié des années 1970, époque où de nombreux jeunes intellectuels (universitaires, élèves de grandes écoles...) se mettent à lire Marx et s'engagent au sein du Parti pour construire une économie politique tournée vers l'action (qui se cristallise alors dans le « programme commun » de gouvernement). À partir des années 1980, on assiste plutôt à une érosion, même si les organes de diffusion (*Économie et Politique, Issue*) ou de débat (avec *Espaces Marx*, ou, plus encore aujourd'hui, la fondation Gabriel-Péri présidée par Robert Hue), maintiennent jusqu'à aujourd'hui une présence communiste, communisante ou simplement marxiste dans l'analyse économique concrète. Le déclin de la formation partisane illustre la perte d'influence de l'enseignement du marxisme tel qu'il était mené dans le cadre des écoles du parti, avec la place centrale de l'économie⁵. Dans les années 1990, des luttes internes à la section économique voient s'affronter les détenteurs de la légitimité historique (notamment autour de Paul Boccara) et des nouveaux venus au profil moins universitaire et surtout peut-être moins dépendant d'un investissement de longue

.....

5. Nathalie Ethuin. « La formation partisane au miroir des stagiaires. Entre doutes et réenchantements militants », *Espaces Marx*, 22, septembre 2005, p. 3-30.

date dans les instances centrales du Parti (autour notamment de Jacques Nikonoff, ancien ouvrier, énarque, administrateur civil à la Caisse des dépôts et consignations, actuellement en détachement à l'université Paris 8). Mais depuis longtemps, la production d'analyses économiques « marxistes » échappe très largement à la sphère d'influence du Parti⁶.

Du côté du parti socialiste, la situation n'est guère plus reluisante. Depuis le « tournant de la rigueur », toute une génération d'économistes inspirés par un marxisme non dogmatique, ou par le keynésianisme sous ses diverses formes, sont en porte-à-faux dans un parti qui a pratiquement reconnu et surtout promu par un ensemble de politiques publiques (notamment au niveau européen) l'« économie de marché » et des politiques macroéconomiques orthodoxes, tout en continuant de se réclamer du socialisme, et qui semble naviguer à vue, sans boussole et sans perspective de long terme en matière économique et sociale. L'entreprise de rénovation du socialisme qu'avait représenté dans les années 1970 l'Institut socialiste d'études et de recherches (ISER)⁷, avec des économistes universitaires comme Dominique Strauss-Kahn, Charles-Albert Michalet, ou des énarques tournés vers la culture économique (parmi lesquels Lionel Jospin), n'a pas trouvé de prolongement durable et cohérent dans les années 1990. D'un côté, les économistes praticiens, parfois passés par la direction d'entreprises nationales voire ayant pantouflé dans le secteur privé, ont en général plutôt évolué vers un

.....

6. L'évolution de l'expertise économique à la CGT connaît une évolution relativement différente, avec le dynamisme (à la fin des années 1990) tous azimuts, puis la disparition brutale, liée à des difficultés budgétaires, de l'ISERES-CGT, qui avait entretenu des liens multiformes avec le monde universitaire depuis les années 1980 et s'était tourné vers l'international sous l'impulsion de Serge Le Roux. Désormais, c'est à travers l'IRES, qui concentre la recherche pour le monde syndical, que la CGT maintient ce lien.

7. Nous nous appuyons ici sur le travail, en cours, de Thierry Verstraete sur l'histoire de l'ISER (doctorat, CURAPP).

néolibéralisme ou social-libéralisme de plus en plus assumé (que l'on pense à Jean Peyrelevade ou à Michel Rocard et ses proches), de l'autre, les universitaires ou hauts fonctionnaires, les plus critiques, anciens du CERES, proches de la gauche du Parti, se sont aussi souvent éloignés du PS, tout en continuant de peupler une « mouvance » assez large, dont certains représentants se retrouveront dans Attac. Subsistent des économistes keynésiens comme Liem Hoang Ngoc ou Jacques Généreux, à la gauche du Parti, des réseaux d'économistes proches de la majorité, comme les animateurs de la revue *Alternatives économiques* et de l'Observatoire des inégalités, les jeunes économistes universitaires proches de Thomas Piketty et, bien sûr, certains dirigeants qui s'appuient plus que jamais sur la légitimité de la science économique (avec, bien évidemment, la figure de Dominique Strauss-Kahn, désormais directeur général du Fonds monétaire international ou celle de l'énarque Pascal Lamy, directeur général de l'Organisation mondiale du commerce). Même les « keynésiens » ou « régulationnistes » de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), longtemps proches des organisations de gauche, se tiennent aujourd'hui plus à l'écart de prises de position partisans trop notoires liées au parti socialiste, tout en développant des formes d'interventions de plus en plus critiques et autonomes (comme la publication d'un *e-book* sur les performances françaises pendant la campagne présidentielle de 2007). L'engagement partisan est alors perçu comme disqualifiant potentiellement la parole experte, phénomène que l'on retrouve dans les réseaux universitaires les plus éloignés du champ politique (comme Raisons d'agir, cf. *infra*).

C'est sans doute autour de la LCR que l'économie critique semble entretenir le plus fort dynamisme intellectuel, du moins le plus fortement lié au monde académique, surtout dans les années 1990. Ce sont d'ailleurs des économistes professionnels de la LCR ou liés à la LCR (Michel Husson, administrateur de l'INSEE, professeur d'économie après avoir été chercheur à

L'IRES, Thomas Coutrot, économiste à la DARES, Christophe Ramaux, lequel évoluera ensuite vers le PS puis le Mouvement des citoyens/Mouvement républicain et citoyen), qui sont les plus actifs lors de la création d'Agir ensemble contre le chômage ! (AC!), au début des années 1990. On a parfois oublié que cette initiative militante était aussi l'une des premières formes de réseau de contre-expertise situé, au moins en apparence, hors de l'espace partisan et débouchant sur une articulation relativement originale entre discours critique et luttes sociales (celles des chômeurs en l'occurrence), avec une forte participation des dirigeants de SUD-PTT. Les débats internes à la LCR, beaucoup plus classiques, restent néanmoins des controverses doctrinales et empiriques entre économistes marxistes, dans la grande tradition du trotskisme intellectuel ou savant (que l'on retrouve d'ailleurs, mais plus éloignées de l'espace académique, au sein de LO ou du PT, qui préserve le rôle éminent donné à la production d'analyses économiques). La publication dans les années 2000 sous la forme de petits livres de dossiers de *Critique communiste* consacrés à des thèmes relativement canoniques de l'économie marxiste illustre bien cette configuration. Il reste que l'investissement politique dans le « mouvement social » de la LCR a sans doute eu de nombreux effets à partir des années 1990. La création d'AC!, puis la naissance d'une association des anciens du CERC dissous par Edouard Balladur sont des indices de la structuration d'une entreprise collective à la fois savante et militante partiellement liée à la LCR. Ce mouvement a notamment débouché en 1995-1996 sur la création du « réseau d'alerte sociale » devenu ensuite « réseau d'alerte sur les inégalités » puis sur le BIP 40 (baromètre des inégalités et de la pauvreté)⁸.

Au sein des organisations écologistes « de gauche », les débats économiques mettent aussi aux prises des économistes

.....
 8. Sur ce sujet, on se reportera au livre collectif, Julien Duval et al., *Le « décembre » des intellectuels français*, Paris, Raisons d'agir, 1998.

professionnels, comme Alain Lipietz, économiste au CNRS, issu du corps des Ponts, ou Yann Moulier-Boutang, professeur d'université après avoir travaillé à l'OCDE, chez les Verts, mais les thématiques du revenu minimum d'existence, la critique du productivisme, celle du travail comme valeur centrale, et plus largement l'« anti-économisme » sous toutes ses formes sont évidemment beaucoup plus nettement au centre des enjeux, ce qui modifie la configuration des luttes idéologiques en ce domaine. Ce qui caractérise ainsi les débats internes à la mouvance écologiste (et aussi, en partie, des Alternatifs) est sans doute dès lors, de ce point de vue, la part plus importante des profanes et des « anti-experts » dans la production d'un discours économique qui se veut d'abord une critique de l'économisme. Le succès de la thématique de la « décroissance », portée par des économistes relativement « marginaux » dans l'espace académique (comme Serge Latouche) n'en est qu'une des illustrations, de même que celui de l'économie solidaire dans une version relativement radicale (par rapport à celle de ses promoteurs plus officiels). Au sein d'Agir contre le chômage, on trouve aussi, dans la dernière période des années 1990, l'expression de courants radicaux, proches de la pensée de Toni Negri⁹, prônant le revenu d'existence voire le refus du travail comme valeur centrale et structurante (avec la figure de Laurent Guilloteau, fondateur du groupe CARGO, qui défend le « revenu garanti » et incarne au sein d'AC! d'une ligne radicale « anti-travail »).

L'autonomie revendiquée

Dans les années 1990, une part très importante de la critique économique et sociale « de gauche » en France échappe apparemment aux enjeux partisans, ou du moins le proclame. L'« appel des économistes pour sortir de la pensée unique » a été l'initiative issue de 1995 la plus symptomatique d'un nouvel

.....

9. Voir la contribution de Louis Pinto, dans ce même ouvrage.

état des relations entre les économistes, surtout universitaires, et le champ politique. Autour de Liem Hoang Ngoc, Christophe Ramaux, alors maîtres de conférences à Paris 1, et de nombreux autres chercheurs et universitaires (notamment des figures de la génération 68), cette initiative a donné lieu à plusieurs colloques et a surtout très vite conquis une certaine visibilité médiatico-politique; celle-ci semble avoir été surtout fondée sur son caractère pluraliste et convergent, dans un contexte marqué jusque là par une forte atomisation dans de nombreuses organisations concurrentes et souvent violemment opposées. L'investissement de certains de ses animateurs dans la vie politique partisane (Liem Hoang Ngoc au PS notamment) a contribué à gripper une dynamique qui reposait au moins partiellement sur son éloignement par rapport aux enjeux organisationnels qui avaient jusqu'alors traversé le monde des économistes de gauche.

Il est néanmoins resté de certains investissements dans cette initiative un réseau d'abord issu de CERC-Association, certains membres de l'Institut de recherche économique et sociale (IRES), des liens tissés avec des statisticiens critiques et des syndicalistes du secteur bancaire notamment. Le réseau d'alerte sur les inégalités (RAI) est créé en 1995-1996 et se structure ensuite à travers le BIP40, construction collective d'un baromètre quantitatif sur les inégalités et la pauvreté diffusé sur Internet et dans la presse¹⁰. Ce dernier groupe, autour de Thomas Coutrot, a également cherché à associer des enseignants de sciences économiques et sociales de l'Association des professeurs de sciences économiques et sociales (APSES), qui est depuis longtemps l'un des lieux de production et de diffusion d'une économie critique keynésienne et régulationniste, certains étudiants regroupés dans l'appel contre l'autisme dans l'enseignement de l'économie, des membres de Raisons d'agir, des « socioéconomistes » spécialistes des indicateurs alternatifs comme Jean Gadrey,

.....
10. Voir le site du BIP40: www.bip40.org

professeur d'économie à Lille... Le succès de cette initiative est à rapprocher de celui de l'Observatoire des inégalités, plus lié à la revue *Alternatives économiques* et aussi plus proche des réseaux du parti socialiste. C'est dans le combat sur les indicateurs alternatifs que les économistes et statisticiens critiques ont semble-t-il connu le plus fort succès médiatico-politique, illustré par leur présence dans une polémique officielle avec l'INSEE sur la mesure des inégalités de revenus, leur sollicitation officielle dans le cadre des travaux de la CNIS sur la rénovation de la mesure des inégalités et enfin, en 2007 surtout, à travers le collectif ACDC qui a contesté les chiffres officiels du chômage avec un certain écho.

L'autonomie est évidemment fortement revendiquée du côté de collectifs de chercheurs en sciences sociales, comme l'association Raisons d'agir (créée en 1996 comme collectif informel, en 1998 comme association au sens juridique du terme), ou le groupe de chercheurs proche des éditions du même nom (autour de Jérôme Bourdieu, économiste, chargé de recherche à l'INRA) qui se réclament explicitement d'une totale indépendance à l'égard du champ politique et au sein desquels la présence de militants politiques notoires est quasi inexistante. Lancé par Pierre Bourdieu et des chercheurs « proches », le collectif Raisons d'agir tente depuis sa création, non sans difficultés – dont certaines étaient d'ailleurs liées à la volonté de Bourdieu de l'engager plus nettement sur le terrain militant, aux côtés de groupes proches de l'anarcho-syndicalisme –, de construire une orientation autonome de chercheurs en sciences sociales, dans une perspective internationale et avec une dimension politique revendiquée, mais à condition qu'elle n'interfère pas avec la qualité scientifique des travaux¹¹. Jusqu'à présent, cette tentative a surtout conduit à un renouveau de la production éditoriale, permettant à des recherches en sciences

.....
 11. Frédéric Lebaron, Gérard Mauger, « Raisons d'agir: un intellectuel collectif autonome », *Journal des anthropologues*, 77-78, 1999, p. 295-301.

sociales critiques de connaître une diffusion militante relativement plus étendue. Peu d'économistes professionnels y ont activement participé, mais il faut souligner que Raisons d'agir a quand même été l'un des lieux d'un investissement renouvelé de jeunes économistes universitaires ou du CNRS comme Laurent Cordonnier, maître de conférences à Lille, ou Frédéric Lordon, chercheur au CNRS, et, parallèlement, d'un investissement accru des sociologues ou sociologues-politistes de l'économie – universitaires ou CNRS –, lié au renouveau d'une sociologie économique critique (Frédéric Lebaron, Julien Duval, Nicolas Guilho, Emmanuel Pierru, Frédéric Pierru, Christian de Mont-libert...). L'une des contreparties de la posture d'autonomie radicale adoptée par Raisons d'agir est la faiblesse du collectif en matière de « propositions », alors qu'il se concentre plutôt sur ce que l'on peut appeler des *diagnostics critiques*. Dès lors, l'autonomie peut, vue de l'extérieur, apparaître comme une certaine indétermination sur des questions de politique économique et sociale « brûlantes » ou sur les thématiques portées par divers secteurs du mouvement social (comme la politique budgétaire, fiscale, la réduction du temps de travail...). L'implication de certains membres du réseau dans des initiatives plus politiques, comme le vote pour le « non » au référendum ou le mouvement des « collectifs unitaires » illustre néanmoins l'existence au sein de Raisons d'agir d'un capital politique non investi dans l'espace partisan, problème de « débouché » accentué dans des organisations comme Copernic ou au conseil scientifique d'Attac.

Du côté de la Fondation Copernic, créée notamment par l'historien Jacques Kergoat (membre de la LCR) en 1998, en s'appuyant sur des expériences comme l'association Ressay, liée aux recherches sur le syndicalisme, la mobilisation des chercheurs aux côtés de militants syndicaux ou politiques vise à produire des contenus critiques indépendamment des enjeux partisans. Lors de la réforme Fillon sur les retraites en 2003, dans d'autres occasions liées à des mouvements sociaux, ou bien sûr lors du référendum sur le TCE en 2005, la Fondation

Copernic diffusera ses contre-expertises (sous la forme de petites notes, de dossiers, d'ouvrages...) de façon très large, par-delà les divisions partisans internes et clairement « à côté » des productions plus internes (comme les textes issus des travaux du PCF, par exemple ceux réalisés par Catherine Mills, universitaire à Paris 1). Des membres de la LCR, du PCF ou d'autres organisations y sont d'ailleurs présents et parfois très actifs. Mais ce qui caractérise peut-être le plus fortement les économistes et experts économiques membres et sympathisants de Copernic est leur position à la fois relativement décentrée par rapport aux organisations et à leurs stratégies proprement politiques, tout en étant extrêmement proches de celles-ci par leurs parcours, leurs positions et leurs réseaux. L'entrée d'animateurs de Copernic dans la « dynamique unitaire » des collectifs est d'ailleurs une illustration de cette situation de la Fondation à la confluence d'univers sociaux différents; elle sera source de tensions, notamment avec les plus proches de la majorité de la LCR. Yves Salesse, haut fonctionnaire (énarque, conseiller d'État) rompu à un discours économique de type « pragmatique », incarne d'ailleurs l'apparition de nouvelles figures d'experts issus de l'administration, tournés vers la politique mais dénués de fortes ressources partisans (comme Jacques Nikonoff à Attac). Copernic témoigne ainsi de l'existence d'un capital de ressources de contre-expertise, à la fois savantes, académiques, professionnelles (liées en particulier à la haute fonction publique) et militantes (liées à des secteurs spécifiques du champ syndical, comme le syndicat national unifié? des impôts, ou l'Institut de recherche de la FSU), détenues par des économistes et des acteurs syndicaux, dont certains semblent à la recherche d'une rentabilisation politique de ce capital.

Le même phénomène apparaît du côté du conseil scientifique d'Attac¹², depuis l'origine dominé par une coalition d'économistes critiques et de dirigeants syndicaux, notam-

.....
12. Voir Claude Poliak dans ce même ouvrage.

ment des figures de l'Union syndicale solidaire comme Pierre Khalfa (SUD-PTT) ou Gérard Gourguechon (du SNUI), qui sont liés aux réseaux des économistes critiques (au moins depuis le lancement d'AC!): des économistes de la LCR (comme Michel Husson) ou proches (Thomas Coutrot), des économistes universitaires actifs dans la sphère associative locale (comme Jean-Marie Harribey ou Geneviève Azam), plus liés la mouvance écologiste, d'anciens experts-dirigeants du PCF (Jacques Cossart), des économistes universitaires moins marqués en termes partisans (René Passet, Dominique Plihon, Jean Gadrey, Gérard Duménil...), des auteurs d'ouvrages économiques critiques (Susan George)... Entrés en conflit avec Bernard Cassen et Jacques Nikonoff, une partie de ces économistes sont alors à porte-à-faux avec une direction qu'ils jugent trop « souverainiste », (pour certains) trop éloignée des préoccupations environnementales, donc soupçonnée de « productivisme », « anti-européenne » et enfin « centralisatrice » sur le plan organisationnel (avec la thématique du « style de direction »). On peut penser aussi qu'ils ne la reconnaissent pas sur le plan de la légitimité économique, Jacques Nikonoff étant l'incarnation d'une économie plus pratique, plus proche de la politique concrète et moins académique. Le fait qu'ils concentrent un certain capital symbolique d'origine savante opposable à celui de l'ancienne direction (plus politique ou lié au succès de masse du *Monde diplomatique*) est illustré par leur présence au sein de la nouvelle direction (Jean-Marie Harribey et Aurélie Trouvé, également économiste, deviennent coprésidents fin 2006) et leur rôle central dans la dénonciation de la fraude électorale en juillet 2006. Affichant une forte indépendance à l'égard des partis, les économistes d'Attac ont en même temps pour caractéristiques, à quelques exceptions près, une assez faible visibilité universitaire dans une discipline dominée par l'orthodoxie néoclassique, un très fort investissement passé dans des organisations, du moins pour nombre d'entre eux, et aussi une relation étroite avec la

mouvance politique qui va s'épanouir lors du mouvement des collectifs unitaires (dont une partie participera à la campagne de José Bové). Ils prolongent souvent le discours classique des économistes critiques, dénonçant la dépolitisation de la science économique dominante et se situent, en même temps, sur le terrain de la contre-expertise, comme l'illustre le contenu de leur newsletter, publiée depuis 2007.

Un capital politique « flottant » ?

Après les élections de 2007, des initiatives visent à regrouper les forces relativement éclatées de ces collectifs d'experts critiques qui partagent non seulement des réseaux, mais sans doute des espèces et des volumes de capitaux assez semblables¹³. Michel Husson, qui quitte la LCR début 2007 après un désaccord sur sa stratégie politique présidentielle, est l'un des animateurs de ce mouvement de regroupement des collectifs ; il incarne aussi particulièrement bien ce capital politique flottant, depuis qu'il a rompu de façon très officielle avec son organisation. Du côté de certains membres de l'ancienne direction d'Attac, des initiatives intellectuelo-politiques (comme « Mémoire des luttes ») visent aussi à reconstruire des liens brisés entre l'espace politique, le monde des associations et celui de la production et la diffusion de discours économiques et sociaux critiques (avec une dimension internationale, liée à la mobilisation du réseau des auteurs du *Monde diplomatique*). Entre l'éducation populaire tournée vers l'action et l'action politique elle-même existe en effet toute une gamme de rapports à l'espace partisan, qui vont de l'appartenance à une organisation à la totale extériorité, en passant par des formes de proximités très diverses avec des acteurs politiques : un *capital social politique*, voire médiatique, qui reste largement

.....
13. Voir le site du collectif Oups (Observatoire unitaire des politiques sociales) : <http://sarkoups.free.fr/>

méconnu de la sociologie des mouvements altermondialistes et de la « gauche de gauche » et qui mériterait de faire l'objet d'investigations menées, y compris en utilisant les méthodes de la sociologie des réseaux.

C'est donc, pour conclure, à l'extérieur des organisations de gauche que se sont développées les initiatives les plus marquantes de la contre-expertise (RAI, Copernic, Raisons d'agir, conseil scientifique d'Attac...). Elles ont à la fois beaucoup contribué au renouveau des discours économiques à gauche, participant à la montée en puissance des thématiques altermondialistes, à un fort renouveau du discours critique sur les inégalités, à la dénonciation tous azimuts des politiques néolibérales et de leurs effets, en s'appuyant sur des arguments rationnels, des données empiriques, des travaux de recherche originaux. Elles ont bénéficié du soutien d'organisations syndicales qui ont contribué à les diffuser (par exemple à la FSU avec la revue *Nouveaux regards*) ou de journaux engagés comme l'hebdomadaire *Politis* (qui donne chaque semaine, depuis plusieurs années, la parole à un économiste « à contre-courant », en général issu du conseil scientifique d'Attac). Elles ont ébranlé la foi de certains acteurs politiques dans les vertus sans limites des *politiques de marché*. Elles sont loin d'avoir pu contrer tous les effets de clôture de l'espace politique et médiatique et la domination renforcée de la doxa néolibérale, comme nous l'avons bien vu en 2007.

Elles n'ont pas non plus réussi à reconstituer un lien étroit avec l'univers partisan, avec des acteurs politiques centraux, et apparaissent ainsi comme « orphelines » d'une organisation politique, fût-elle « en réseau », comme si la centralité organisationnelle des économistes héritée du mouvement ouvrier, chassée par la porte, menaçait toujours de revenir par la fenêtre. Comment une « organisation politique nouvelle » pourra-t-elle coexister avec une autonomie renforcée des producteurs de contre-expertise, sans consacrer à nouveau l'économiste-roi ou l'économiste-conseiller du

prince, mais sans condamner non plus l'économiste (ou le sociologue-économiste) critique à l'impuissance politique et à une totale extériorité par rapport au champ politique ? Tel est sans doute l'un des enjeux sur lesquels devraient se pencher les futurs acteurs de la reconstruction de la gauche.